

Overwegende dat de nieuwe regeling pas door het aannemen van het decreet van 26 juni 2006 houdende maatregelen inzake onderwijs - 2006 mogelijk gemaakt werd, dat de schoolverantwoordelijken vóór het begin van het schooljaar op de hoogte ervan moeten zijn om de personen belast met de opvoeding dienovereenkomstig te informeren, en dat voorliggend besluit derhalve onverwijld moet worden aangenomen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd inzake Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Verantwoorde afwezigheid

Artikel 1. Artikel 3, §§ 2 en 3, van het besluit van de Regering van 10 februari 2000 betreffende het schoolbezoek wordt vervangen als volgt :

« § 2. Naast de in § 1 opgenomen redenen kunnen de overmacht of buitengewone omstandigheden die verband houden met familiale problemen, gezondheidsproblemen en vervoersproblemen, alsmede de deelneming aan nationale, Europese of wereldse kampioenschappen, aan olympische spelen en aan internationale sportcompetities van hoog niveau een afwezigheid verantwoorden.

De ouders of de meerderjarige leerlingen dienen een schriftelijk met redenen omkleed verzoek bij het inrichtingshoofd in. Het inrichtingshoofd bepaalt of één van de gevallen bedoeld in het eerste lid al dan niet bestaat.

In het schoolreglement wordt vastgelegd hoe dikwijls de afwezigheid door de ouders of door de meerderjarige leerling kan verantwoord worden; in geen enkel geval mag het aantal dagen noch lager dan 8 halve dagen noch hoger dan 30 halve dagen liggen.

§ 3. Naast de in §§ 1 en 2 opgenomen redenen kan een afwezigheid verantwoord worden door de deelneming aan trainingskampen of sportcompetities die gericht voorbereiden op de deelneming aan nationale, Europese of wereldse kampioenschappen, aan olympische spelen en aan internationale sportcompetities van hoog niveau. De ouders of de meerderjarige leerling dient, ten laatste 2 weken vóór het trainingskamp of de sportcompetitie een schriftelijk met redenen omkleed verzoek bij het inrichtingshoofd in. Het inrichtingshoofd beslist of de afwezigheid al dan niet verantwoord is. De duur van de afwezigheden mag 30 halve dagen per schooljaar niet overschrijden.

Naast de in § 2 en § 3, lid 1, bepaalde afwezigheden kan de Minister bevoegd inzake Onderwijs, op schriftelijk verzoek van de ouders of van de meerderjarige leerling en op gunstig advies van de schoolleiding en van de sportcommissie opgericht door het decreet van 19 april 2004 langere afwezigheden toelaten voor de deelneming aan trainingskampen en sportcompetities. In dit geval wordt bij het begin van het schooljaar of, indien het niet mogelijk is, ten laatste één maand vóór het begin van het trainingskamp of van de sportcompetitie een jaarlijks programma van de geplande activiteiten, samen met het schriftelijk verzoek, bij de Minister bevoegd inzake Onderwijs ingediend.

§ 4. Elke andere afwezigheid wordt als onverantwoord beschouwd. »

Inwerkingtreding

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2006.

Uitvoering

Art. 3. De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit. Eupen, 13 juli 2006.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4072

[2006/203285]

21 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 23 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 20 février 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 août 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point 2^o, les termes « le Ministre de l'Emploi et de la Formation » sont remplacés par « le Ministre de l'Emploi »;

2° au point 3°, les termes « la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par « la Direction de la Résorption du Chômage de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Ministère de la Région wallonne »;

3° le point 5° est abrogé;

4° un point 6° est ajouté et libellé comme suit : « le programme de transition professionnelle : convention tripartite entre l'employeur, le travailleur et le FOREm conclue préalablement au contrat de travail et dont le contenu est défini à l'article 7 ».

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par les paragraphes suivants :

« § 1^{er}. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Région wallonne, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret s'élève à :

1° 775 euros par mois si le travailleur est occupé à temps plein;

2° 620 euros par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps;

3° 348 euros par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est octroyé à raison de 465 euros par le Ministre et de 310 euros par le Ministre dont relèvent les activités exercées.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, sont octroyés pour moitié par le Ministre et pour moitié par le Ministre dont relèvent les activités exercées.

§ 2. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Communauté française, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret s'élève à :

1° 465 euros par mois si le travailleur est occupé à temps plein;

2° 310 euros par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps;

3° 174 euros par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps.

Il y a lieu d'y ajouter la subvention de la Communauté française visée par l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle, modifié par l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés par le Ministre. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou de la Communauté germanophone » sont abrogés;

3° est inséré au paragraphe 3 l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un travailleur occupé à temps plein bénéficie des dispositions de la loi du 22 janvier 1985 relative à l'interruption de la carrière professionnelle ou des dispositions de la convention collective de travail n° 77 relative au crédit-temps approuvée par l'arrêté royal du 23 mars 2001, le montant de l'aide est versé à l'employeur en tenant compte de la réduction du temps de travail accordée au travailleur. »

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. L'employeur qui souhaite engager un ou plusieurs travailleurs donnant lieu à l'octroi d'une aide telle que visée à l'article 4 du décret adresse une demande à l'administration, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration.

Lorsqu'il est permis de reconduire une aide octroyée initialement pour une durée déterminée, l'employeur adresse une demande de renouvellement au moins trois mois avant l'expiration de la décision initiale, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration.

§ 2. L'administration est chargée de l'instruction, dans les délais requis, de chaque demande lui adressée.

L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception de celle-ci. Si la demande ou le dossier est incomplet, l'administration en avise l'employeur, dans le même courrier, en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'alinéa 3 du présent paragraphe, jusqu'à réception des pièces ou renseignements manquants. L'employeur introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

L'administration adresse à l'employeur, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces manquantes.

A défaut de les avoir reçues dans les cinq jours qui suivent ce rappel, la demande est classée sans suite.

L'administration transmet au Ministre et, le cas échéant, concomitamment au membre du Gouvernement concerné, la demande complète, un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision dans les trente jours de la réception de la demande.

Dans les quinze jours qui suivent la réception de ce dossier, le membre du Gouvernement concerné communique sa décision au Ministre. Si celle-ci est favorable, le Ministre dispose ensuite de quinze jours pour prendre sa décision.

Lorsque la décision du membre du Gouvernement concerné est défavorable, le Ministre la transmet sans délai à son administration qui la notifie, par lettre recommandée, dans les dix jours à l'employeur.

Lorsque la décision du membre du Gouvernement concerné est favorable, le Ministre transmet la décision finale à son administration qui la notifie dans les dix jours, par simple pli postal, à l'employeur et, par voie électronique, au FOREm, à l'Office national de l'Emploi ainsi que, le cas échéant, au membre du Gouvernement concerné.

§ 3. Tout employeur bénéficiant d'une décision d'octroi de l'aide doit procéder à l'engagement d'un ou plusieurs demandeurs d'emploi dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit la date de notification de la décision. Tout engagement réalisé au-delà de ce délai ne peut donner lieu à l'octroi de l'aide pour le travailleur concerné.

L'administration est chargée de prévenir, au moins trente jours avant l'échéance des effets de la décision, l'employeur concerné de l'obligation qui lui est faite d'engager un ou plusieurs demandeurs d'emploi dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

L'employeur ne peut conclure un contrat de travail qu'aux conditions suivantes :

1° le demandeur d'emploi doit disposer d'une attestation certifiant qu'il rencontre les conditions visées à l'article 2 du décret;

2° le demandeur d'emploi ne peut être engagé que pour une fonction correspondant au minimum à son niveau de diplôme et visant à lui apporter une réelle plus-value en termes de compétences techniques et professionnelles, lesquelles pourraient être visibilisées, certifiées ou validées par un titre de compétences, une certification sectorielle, un certificat ou un diplôme délivré par l'Enseignement Promotion sociale;

3° en outre, le demandeur d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou de type universitaire ou d'un titre équivalent ne peut être engagé que dans le cadre d'un contrat de travail à temps plein, pour une fonction visant à rencontrer au moins un des objectifs suivants :

- a) permettre à l'employeur de s'inscrire dans une démarche de management de la diversité;
- b) permettre à l'employeur de s'inscrire dans une démarche de recherche ou d'innovation;
- c) libérer un travailleur expérimenté d'une partie de son temps de travail pour lui permettre de tutorer un ou plusieurs nouveaux travailleurs, jeunes en formation en alternance, étudiants ou demandeurs d'emploi en stages formatifs;

4° un programme de transition professionnelle, tel que visé à l'article 7, doit, préalablement à l'engagement, être conclu entre l'employeur, le futur travailleur et le FOREm.

En ce qui concerne les travailleurs engagés par les établissements d'enseignement de la Communauté française, le programme de transition professionnelle peut être conclu entre le FOREm, l'employeur et le futur travailleur, selon les modalités déterminées annuellement dans une convention conclue entre le Ministre et l'autorité compétente pour la Communauté française.

Le FOREm est chargé de déterminer et de soumettre à l'approbation du Gouvernement :

1° le modèle d'attestation dénommée "Passeport PTP", ainsi que les modalités de délivrance et de validité de celui-ci, certifiant que le demandeur d'emploi rencontre les conditions visées à l'article 2;

2° le modèle de programme de transition professionnelle;

3° la fiche signalétique du travailleur et la procédure concernant les éventuelles modifications à y apporter;

4° le modèle de l'état de salaire;

5° la procédure de transmission des documents liés à l'engagement et à l'état de salaire.

§ 4. En cas de remplacement d'un travailleur, l'employeur peut engager, dans le cadre de la décision initiale et dans le respect de l'application du paragraphe 3, alinéa 2, du présent article, un demandeur d'emploi dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation du travailleur qu'il va remplacer. Tout engagement réalisé au-delà de ce délai ne peut donner lieu à l'octroi de l'aide pour le travailleur concerné.

En cas de modification de la situation du travailleur en lien avec les conditions prévues pour l'octroi de l'aide, l'employeur est tenu d'en informer le FOREm dans les cinq jours. A défaut, l'aide peut être retirée par le Ministre conformément à la procédure visée à l'article 5.

§ 5. En application de l'article 7, § 2, du décret, la commission d'avis est composée comme suit :

1° un représentant du Ministre qui la préside;

2° un représentant du Ministre-Président du Gouvernement wallon;

3° un représentant du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, sauf s'il possède le titre de Vice-Président;

4° un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement wallon;

5° un représentant du FOREm;

6° un représentant de l'administration, qui en assure le secrétariat.

Les membres de cette commission d'avis sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

En application de la mission qui lui est confiée à l'article 7, § 2, alinéa 2, 2°, du décret, la commission d'avis est chargée de remettre annuellement, au plus tard pour le 31 octobre, un rapport au Gouvernement déterminant pour l'année qui suit les besoins sociaux considérés comme prioritaires dans le cadre de l'application du décret et du présent arrêté.

La commission d'avis se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président.

La commission d'avis arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 4. A l'article 4, in fine, de l'arrêté est ajouté l'alinéa suivant :

« Le FOREm est chargé de transmettre trimestriellement à l'administration un relevé des travailleurs engagés lors du trimestre écoulé, sur base des preuves de paiement mensuel de la rémunération et des cotisations sociales y afférentes. »

Art. 5. L'article 5 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. En vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, le Ministre peut retirer la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret et demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci en cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du décret et du présent arrêté.

Préalablement à toute décision, l'administration adresse à l'employeur un avertissement, par lettre recommandée, l'invitant, dans les quinze jours de la réception de celle-ci, à communiquer, par écrit, ses observations et moyens de défense. Passé ce délai, l'administration transmet au Ministre un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision.

Le Ministre transmet, le cas échéant, la décision de mettre fin à l'octroi de la subvention à son administration qui la communique dans les dix jours, par lettre recommandée, à l'employeur et, par voie électronique, au FOREm, à l'Office national de l'Emploi ainsi que, le cas échéant, au membre du Gouvernement concerné. »

Art. 6. L'article 6 de l'arrêté est abrogé.

Art. 7. L'article 7 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Dans le mois de la date de notification de la décision favorable prise par le Ministre, le FOREm est chargé de proposer à l'employeur qui lui en fait la demande une liste ciblant des demandeurs d'emploi qui correspondent au profil de fonction défini par celui-ci.

Dans le mois qui suit la sélection, par l'employeur, d'un candidat à l'emploi proposé, le FOREm est chargé d'élaborer un programme de transition professionnelle, en parfaite concertation avec l'employeur et le futur travailleur.

Ce programme de transition professionnelle doit notamment contenir :

1° une description précise des actions d'insertion, d'accompagnement et d'aide à la recherche d'emploi destinées à faciliter, en fonction de ses caractéristiques et de son projet professionnel, l'insertion durable du travailleur dans l'emploi;

2° un planning précis de réalisation de ces actions;

3° la mention des périodes durant lesquelles il est convenu que les actions se déroulent et qui seront précisées au niveau des dates et horaires au plus tard un mois avant le démarrage de chacune des actions ainsi que, le cas échéant, les modalités de récupération des heures supplémentaires lorsque ces actions se déroulent en dehors du temps de travail;

4° les modalités de liquidation au travailleur des frais de déplacement lorsqu'il suit une formation en dehors de son lieu de travail;

5° le ou les type(s) d'aide à la recherche active d'un emploi devant déboucher sur une proposition de la part du FOREm d'au moins une offre d'emploi durable correspondant au profil du travailleur;

6° le rappel du rôle et de la responsabilité de chacun dans la mise en œuvre de ces actions d'insertion.

Par rôle et responsabilité de chacun dans la mise en œuvre de ces actions d'insertion, on entend :

1° en ce qui concerne le FOREm :

a) s'assurer de la bonne information tant du travailleur que de l'employeur sur la nature, les objectifs et les obligations liés au dispositif et de veiller à la conclusion du programme de transition professionnelle qui conditionne l'octroi des subventions PTP;

b) organiser, en gestion propre ou en partenariat et/ou sous-traitance, les modules prévus dans ce du programme de transition professionnelle;

c) assurer le suivi et veiller au respect des engagements pris par les trois parties;

2° en ce qui concerne l'employeur :

a) former lui-même ou libérer le travailleur aux moments et selon les horaires convenus pour lui permettre de participer à certains modules;

b) informer le FOREm de tout problème qui pourrait survenir et ne pourrait trouver de solution satisfaisante, quant à la participation du travailleur aux actions d'insertion, d'accompagnement et de recherche d'emploi prévues dans le programme de transition professionnelle et, notamment, tout problème relatif à la planification des modules, à l'absence injustifiée du travailleur à ces modules;

3° en ce qui concerne le travailleur :

a) participer aux actions d'insertion, d'accompagnement et de recherche d'emploi prévues dans le programme de transition professionnelle;

b) informer le FOREm de tout problème qui pourrait survenir et ne pourrait trouver de solution satisfaisante, quant à sa participation aux modules de formation et d'insertion prévus dans le programme de transition professionnelle.

Par actions d'insertion, telles que mentionnées à l'alinéa 2, 1°, du présent article, on entend, au minimum :

1° la formation destinée à faciliter l'entrée du travailleur dans l'emploi occupé dans le cadre du présent arrêté;

2° la formation qualifiante articulée au contrat de travail, ayant pour objectif de développer des compétences transférables à valoriser en vue de décrocher un emploi durable.

La formation au sein de l'entreprise où est engagé le travailleur ne pourra dépasser 50 % du capital temps annuel réservé pour les actions d'insertion, d'accompagnement et d'aide à la recherche d'emploi.

Toutes les actions d'insertion, en ce compris les actions de formation, d'accompagnement et d'aide à la recherche d'emploi, proposées par le FOREm doivent être accessibles gratuitement pour le travailleur. »

Art. 8. L'article 9 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Les actions, telles que décrites dans le programme de transition professionnelle, doivent, en principe, se dérouler pendant des heures de travail.

Toutefois, lorsque les actions se déroulent en dehors des heures de travail, les heures supplémentaires prestées doivent faire l'objet de récupérations à due concurrence au bénéfice du travailleur.

Le capital temps réservé à ces actions durant la première année d'occupation du travailleur est de minimum de 30 jours ouvrables si le travailleur est occupé à temps plein. Il est en moyenne, sur base annuelle, de minimum 30 jours ouvrables et de maximum de 45 jours ouvrables si le travailleur est occupé à temps plein. Si le travailleur est occupé à temps partiel, le capital temps est proportionnel au nombre d'heures prestées dans le cadre du contrat de travail.

Les employeurs sont tenus d'adapter l'horaire de travail de leurs travailleurs pour la bonne mise en œuvre de ces actions.

Art. 9. L'article 11 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Les frais de déplacement, lorsque le travailleur suit une formation en dehors de son lieu de travail, sont remboursés par le FOREm selon les modalités déterminées dans le programme de transition professionnelle. »

Art. 10. L'article 12 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. En application de l'article 14 du décret, le FOREm s'assure de la bonne exécution des actions planifiées dans chacun des programmes de transition professionnelle.

Le FOREm réalise un rapport annuel d'évaluation de la mise en œuvre de ces programmes de transition professionnelle et communique ce rapport de synthèse à l'administration, à la commission d'avis et au Ministre.

§ 2. Avant la fin du mois de septembre qui suit l'année de l'évaluation, l'administration transmet à la commission d'avis un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du décret, en termes quantitatifs et qualitatifs. La commission émet ensuite un avis sur ce rapport et le communique au plus tard pour le 31 octobre au Ministre, lequel le porte à l'approbation du Gouvernement dans le mois de sa réception.

L'évaluation quantitative porte, au minimum, sur :

- 1° le nombre de postes et leur répartition par compétence ministérielle, par Commission paritaire et par sous-commission paritaire;
- 2° le nombre d'équivalents temps plein occupés et leur répartition par compétence ministérielle, par commission paritaire et par sous-commission paritaire;
- 3° le nombre de travailleurs occupés et leur répartition en fonction du genre, de l'âge et du niveau de qualification;
- 4° le nombre d'insertions durables et de qualité, au sens du décret relatif au dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle du 1^{er} avril 2004, après une occupation et une formation dans le cadre du présent dispositif;
- 5° le nombre de travailleurs qui sont restés sous contrat de travail dans l'entreprise une fois le contrat de travail, conclu dans le cadre du présent dispositif, arrivé à échéance.

L'évaluation mesure la qualité du programme de transition professionnelle en ce qui concerne notamment :

- 1° son impact sur l'insertion professionnelle des personnes qui y ont été occupées en prenant en considération l'occupation et l'accompagnement ainsi que, s'il échet, les activités liées à la recherche active d'emploi;
- 2° son impact sur l'emploi global dans les secteurs d'activités concernés;
- 3° son impact sur la satisfaction des besoins collectifs concernés;
- 4° la satisfaction des employeurs, des travailleurs et des bénéficiaires des activités accomplies. »

Art. 11. Un article 12*bis* est créé et libellé comme suit :

« Art. 12*bis*. § 1^{er}. Avant la fin de l'année précédant l'année de référence, et au plus tard avant l'élaboration du budget initial, le Gouvernement marque son accord sur l'octroi de postes de travail compte tenu des besoins sociaux prioritaires et des compétences de chaque Ministre fonctionnel.

§ 2. Chaque Ministre du Gouvernement inscrit dans une allocation de base spécifique le montant correspondant au financement de sa quote-part.

§ 3. Au plus tard le 31 mars de l'année de référence, chaque Ministre du Gouvernement provisionne auprès du FOREm, à hauteur de septante-cinq pour cent de son enveloppe, un montant au titre de cofinancement avec le Ministre.

Le solde est liquidé, en fin d'exercice et au plus tard le 31 mars de l'année qui suit, par chaque Ministre du Gouvernement, au prorata des dépenses réelles et sur base des déclarations de créance et justificatifs transmis préalablement par le FOREm.

§ 4. En cas de dépassement par un Ministre du Gouvernement des délais susvisés, le FOREm envoie un rappel, dans les trois jours ouvrables, et en informe dûment le Ministre.

En l'absence de mesure prise par le Ministre concerné en vue de régulariser rapidement la situation, le Gouvernement se saisit de la question lors de la séance la plus proche. Un rappel bimensuel est également adressé par le FOREm au Ministre concerné.

Art. 12. Un article 12*ter* est créé et libellé comme suit :

« Art. 12*ter*. § 1^{er}. L'aide indûment versée est récupérée par le FOREm par toutes voies de droit et, notamment, par compensation sur les montants de l'aide à échoir.

§ 2. Tout employeur ayant une dette vis-à-vis du FOREm dans le cadre du décret et du présent arrêté peut convenir avec lui d'un plan d'apurement pour autant que la durée de celui-ci n'excède pas vingt-quatre mois.

Le Ministre est seul habilité à conclure un plan d'apurement ayant une durée de plus de vingt-quatre mois.

L'employeur qui souhaite bénéficier d'un plan d'apurement adresse une demande au FOREm, soit par simple pli postal, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par le FOREm.

Lorsque la demande concerne un plan d'apurement n'excédant pas vingt-quatre mois, le FOREm communique sa décision endéans les trente jours à dater de la réception de la demande complète, à l'employeur et, pour information, au Ministre.

Lorsque que la demande porte sur un plan d'apurement excédant vingt-quatre mois, le FOREm transmet, dans les trente jours de la réception de la demande complète, une proposition de décision dûment motivée au Ministre, lequel prend sa décision dans les vingt jours.

Le Ministre transmet ensuite la décision au FOREm qui la communique dans les dix jours, par simple pli postal, à l'employeur.

En cas de non-respect des échéances prévues dans un plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée conformément au paragraphe 1^{er} du présent article. »

Art. 13. Un article 12*quater* est créé et libellé comme suit :

« Art. 12*quater*. Les délais stipulés par le présent arrêté sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Par dérogation au principe contenu à l'alinéa précédent, les délais prévus à l'article 3 sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août. »

Art. 14. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 septembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4072

[2006/203285]

21 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 23 december 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 20 februari 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, FOREm);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 oktober 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 augustus 2006, overeenkomstig artikel 84, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « de Minister van Tewerkstelling en Vorming » vervangen door « de Minister van Tewerkstelling »;

2° onder punt 3° worden de woorden « de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door « de Directie Werkloosheidsbestrijding van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

3° punt 5° wordt opgeheven;

4° er wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt : « het doorstromingsprogramma » : driepartijenovereenkomst tussen de werkgever, de werknemer en FOREm, gesloten vóór de arbeidsovereenkomst en waarvan de inhoud omschreven wordt in artikel 7 ».

Art. 2. Artikel 2 van voornoemd besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragrafen 1 en 2 worden vervangen door volgende paragrafen :

« § 1. Indien de activiteiten die in het kader van het doorstromingsprogramma uitgeoefend worden, onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, bedraagt de subsidie bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°, van het decreet :

1° 775 euro per maand als de werknemer voltijds werkt;

2° 620 euro per maand als de werknemers minstens tegen vier vijfde werkt;

3° 348 euro per maand als de werknemer minstens halftijds werkt.

Het bedrag bedoeld in lid 1, 1°, wordt toegekend door de Minister a rato van 465 euro en door de Minister onder wiens bevoegdheid de uitgeoefende activiteiten vallen, a rato van 310 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1, 2° en 3°, worden toegekend voor de ene helft door de Minister en voor de andere helft door de Minister onder wiens bevoegdheid de uitgeoefende activiteiten vallen.

§ 2. Indien de activiteiten die in het kader van het doorstromingsprogramma uitgeoefend worden, onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, bedraagt de subsidie bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°, van het decreet :

1° 465 euro per maand als de werknemer voltijds werkt;

2° 310 euro per maand als de werknemer minstens tegen vier vijfde werkt;

3° 174 euro per maand als de werknemer minstens halftijds werkt.

Daarbij dient de subsidie gevoegd te worden van de Franse Gemeenschap, bepaald in het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de doorstromingsprogramma's, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

De bedragen bedoeld in lid 1 worden door de Minister toegekend. »;

2° in paragraaf 3, lid 1, worden de woorden « of van de Duitstalige Gemeenschap » geschrapt;

3° in paragraaf 3 wordt volgend lid ingevoegd :

« Indien een werknemer die voltijds werkt, in aanmerking komt voor de bepalingen van de wet van 22 januari 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan of voor de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet goedgekeurd bij koninklijk besluit van 23 maart 2001, wordt het bedrag van de tegemoetkoming aan de werkgever gestort rekening houdend met de aan de werknemer toegekende arbeidstijdsvermindering. »

Art. 3. Artikel 3 van bovenvermeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. De werkgever die één of meer werknemers in dienst wenst te nemen voor wie een tegemoetkoming wordt verleend, bedoeld in artikel 4 van het decreet, richt een aanvraag aan de administratie, hetzij per eenvoudige brief, hetzij per e-mail, aan de hand van het formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald.

Indien een tegemoetkoming die oorspronkelijk voor een bepaalde duur was toegekend verlengd kan worden, richt de werkgever een aanvraag om verlenging minstens drie maanden vóór het verstrijken van de oorspronkelijke beslissing, hetzij per eenvoudige brief, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald.

§ 2. De administratie behandelt elke aanvraag die haar wordt gericht binnen de voorgeschreven termijnen.

De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan. Als de aanvraag of het dossier onvolledig is, licht de administratie de werkgever in hetzelfde schrijven daarover in en deelt hem mee dat de termijn bedoeld in lid 3 van deze paragraaf opgeschort wordt totdat de ontbrekende stukken of gegevens ontvangen zijn. De werkgever dient die stukken en gegevens in op dezelfde wijze als de aanvraag.

De administratie richt binnen vijftien dagen volgend op de datum waarop het bericht van ontvangst verzonden wordt, een herinnering met het overzicht van de ontbrekende stukken aan de werkgever.

Indien die niet ontvangen zijn binnen vijf dagen na de herinnering, wordt aan de aanvraag geen gevolg gegeven.

De administratie maakt de volledige aanvraag, een uitvoerig verslag en een voorstel tot beslissing binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de Minister en, in voorkomend geval, tegelijk aan het betrokken regeeringslid over.

Binnen vijftien dagen volgend op de ontvangst van dat dossier deelt het betrokken regeeringslid zijn beslissing aan de Minister mee. Indien die gunstig is, beschikt de Minister vervolgens over vijftien dagen om zijn beslissing te treffen.

Indien de beslissing van het betrokken regeeringslid ongunstig is, maakt de Minister ze onverwijld aan zijn administratie over, die er bij aangetekend schrijven binnen tien dagen aan de werkgever kennis van geeft.

Indien de beslissing van het betrokken regeeringslid gunstig is, maakt de minister de eindbeslissing aan zijn bestuur over, die er binnen de tien dagen bij eenvoudige brief kennis van geeft aan de werkgever en per e-mail aan FOREm, de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en, in voorkomend geval, aan het betrokken regeeringslid.

§ 3. Elke werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming moet één of meer werkzoekenden aanwerven binnen de zes maanden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing. Elke aanwerving die na deze termijn is uitgevoerd, kan geen aanleiding geven tot de toekenning van de tegemoetkoming voor de betrokken werknemer.

De administratie wordt ermee belast de betrokken werkgever minstens dertig dagen vóór de vervaldatum van de gevolgen van de beslissing in kennis te stellen van zijn verplichting om één of meer werkzoekenden aan te werven binnen de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde termijn.

De werkgever mag enkel onder volgende voorwaarden een arbeidsovereenkomst sluiten :

1° de werkzoekende dient te beschikken over een attest dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van het decreet;

2° de werkzoekende kan enkel aangeworven worden voor een functie dat minstens gelijk is aan het niveau van zijn diploma en hem een werkelijke meerwaarde biedt op het vlak van zijn technische en beroepsvaardigheden die zichtbaar gemaakt, gecertificeerd of bekrachtigd zouden kunnen worden door een bekwaamheidsbewijs, een sectorale erkenning, een getuigschrift of een diploma van het onderwijs voor sociale promotie;

3° daarnaast kan de werkzoekende die een diploma van het hoger onderwijs of van het universitaire type of een gelijkwaardige titel bezit enkel aangeworven worden in het kader van een arbeidsovereenkomst met een voltijdse arbeidsregeling voor een functie die minstens voldoet aan één van volgende doelstellingen :

a) de werkgever de mogelijkheid bieden om diversiteitsmanagement te implementeren;

b) de werkgever de mogelijkheid bieden om aan onderzoek en innovatie te doen;

c) een ervaren werknemer een deel van zijn arbeidstijd te laten vrijmaken zodat deze één of meerdere nieuwe werknemers, jongeren die een afwisselende opleiding volgen, studenten of werkzoekenden die een opleidingsstage volgen, kan begeleiden;

4° er dient voor de aanwerving een doorstromingsprogramma zoals bedoeld in artikel 7 gesloten te worden tussen de werkgever, de toekomstige werknemer en FOREm.

Wat betreft de werknemers die in dienst genomen worden door de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap kan het doorstromingsprogramma gesloten worden tussen FOREm, de werkgever en de toekomstige werknemer op de wijze die jaarlijks bepaald wordt in een overeenkomst tussen de Minister en de bevoegde overheid voor de Franse Gemeenschap.

FOREm bepaalt en legt hetgeen volgt ter goedkeuring aan de Minister voor :

1° het model van attest genoemd "Passeport APE", alsmede de modaliteiten betreffende de afgifte en de geldigheid ervan, waaruit blijkt dat de werkzoekende voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2;

2° het model voor het doorstromingsprogramma;

3° de signalementskaart van de werknemer en de procedure betreffende de eventuele wijzigingen die erin moeten worden aangebracht;

4° het model van de loonstaat;

5° de modaliteiten voor het overmaken van de aan de aanwerving en aan de loonstaat gebonden stukken.

§ 4. Wordt er een werknemer vervangen, kan de werkgever in het kader van de oorspronkelijke beslissing en met inachtneming van paragraaf 3, lid 2, van dit artikel een werkzoekende aanwerven binnen een termijn van drie maanden met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de te vervangen werknemer vertrekt. Elke aanwerving die na deze termijn is uitgevoerd, kan geen aanleiding geven tot de toekenning van de tegemoetkoming voor de betrokken werknemer.

Wijzigd de toestand van de werknemer tegenover de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, moet de werkgever er FOREm binnen vijf dagen over inlichten. Zoniet kan de tegemoetkoming door de Minister ingetrokken worden overeenkomstig de procedure van artikel 5.

§ 5. Overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet is de adviescommissie samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Waalse Regering;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor begroting behalve indien hij de titel van Vice-Minister-President voert;
- 4° een vertegenwoordiger van elke Vice-Minister-President van de Waalse Regering;
- 5° een vertegenwoordiger van FOREm;
- 6° een vertegenwoordiger van de administratie, die het secretariaat waarneemt.

De leden van die adviescommissie worden door de Regering aangewezen voor de duur van vijf jaar.

Overeenkomstig de haar in artikel 7, § 2, lid 2, 2°, van het decreet toegewezen opdracht is de adviescommissie ermee belast jaarlijks uiterlijk tegen 31 oktober een verslag aan de Regering over te maken waarin de als prioritair beschouwde maatschappelijke noden voor het volgende jaar omschreven worden in het kader van het decreet en dit besluit.

De adviescommissie vergadert minstens twee keer per jaar na oproeping door de voorzitter.

De adviescommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor. ».

Art. 4. In artikel 4, in fine, van het besluit wordt volgend lid toegevoegd :

« FOREm is ermee belast de administratie driemaandelijks een overzicht te bezorgen van de werknemers die tijdens het afgelopen kwartaal aangenomen zijn, op grond van de maandelijks bewijzen dat de bezoldiging en de daarop betrekking hebbende sociale bijdragen betaald zijn. »

Art. 5. Artikel 5 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Krachtens artikel 7, § 1, lid 2, van het decreet kan de Minister de beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°, van het decreet intrekken en vragen dat die geheel of gedeeltelijk terugbetaald wordt indien de verplichtingen uitgevaardigd bij of krachtens het decreet en dit besluit niet in acht worden genomen.

Voor er een beslissing wordt getroffen, richt de administratie een verwittiging aan de werkgever bij aangetekend schrijven waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om binnen vijftien dagen na ontvangst ervan zijn opmerkingen en verweermiddelen schriftelijk mede te delen. Als die termijn eenmaal verstreken is, maakt de administratie een uitvoerig verslag en een voorstel tot beslissing aan de Minister over.

De Minister maakt in voorkomend geval de beslissing om het toekennen van de subsidie te beëindigen aan zijn administratie over, die er binnen de tien dagen bij aangetekend schrijven kennis van geeft aan de werkgever en per e-mail aan FOREm, de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en, in voorkomend geval, aan het betrokken regeringslid. »

Art. 6. Artikel 6 van het besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 7 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Binnen de maand na de datum van kennisgeving van de gunstige beslissing van de Minister, wordt FOREm ermee belast, een lijst met de werkzoekenden die aan het profiel van de door de werkgever omschreven functie beantwoorden, aan laatstgenoemde voor te stellen.

Binnen de maand nadat de werkgever een kandidaat voor een voorgestelde betrekking gekozen heeft, wordt FOREm ermee belast een doorstromingsprogramma uit te werken, volkomen in overleg met de werkgever en de toekomstige werknemer.

Dat doorstromingsprogramma moet onder meer het volgende bevatten :

1° een nauwkeurige omschrijving van de acties voor de inschakeling, de begeleiding en hulp bij het zoeken naar een betrekking om al naar gelang van de kenmerken en de doelstelling van de werknemer de duurzame inschakeling van laatstgenoemde in het arbeidscircuit te vergemakkelijken;

2° een nauwkeurige planning voor het uitvoeren van die acties;

3° de vermelding van de periodes waarin die acties zoals overeengekomen plaatsvinden en waarvan data en uurregeling uiterlijk één maand voor aanvang van die acties mee gedeeld zullen worden, evenals, in voorkomend geval, de wijze waarop de overuren gerecupereerd zullen kunnen worden indien die acties buiten de arbeidstijd plaatsvinden;

4° de wijze van uitbetaling aan de werknemer van diens reiskosten indien hij op een andere plaats dan zijn arbeidsplaats een opleiding volgt;

5° de soort(en) hulp bij het actief zoeken naar een betrekking die moeten resulteren in een voorstel van FOREm voor minstens één duurzame betrekking die overeenstemt met het profiel van de werknemer;

6° het wijzen op de rol en de verantwoordelijkheid van allen in de uitvoering van die inschakelingstaken.

Onder de rol en de verantwoordelijkheid van allen in het uitvoeren van die inschakelingstaken wordt verstaan :

1° wat betreft FOREm :

a) ervoor zorgen dat werknemer en werkgever goed ingelicht zijn over de aard, de doelstellingen en de verplichtingen in verband met de regeling en waken over het sluiten van het doorstromingsprogramma dat een voorwaarde is voor het toekennen van de betreffende subsidies;

b) in eigen beheer of in samenwerking en/of onderaanneming de modules voorzien in dat doorstromingsprogramma organiseren;

c) de opvolging op zich nemen en waken over de verbintenissen van de drie partijen;

2° wat betreft de werkgever :

a) zelf de werknemer opleiden of deze vrijstellen op de ogenblikken en uren zoals overeengekomen om hem aan bepaalde modules te kunnen laten deelnemen;

b) FOREm inlichten over elk probleem dat zou kunnen ontstaan en waarvoor er geen voldoening schenkende oplossing gevonden zou kunnen worden wat betreft de deelname van de werknemer aan de acties voor inschakeling, begeleiding en het zoeken naar een betrekking zoals bepaald in het doorstromingsprogramma en, meer bepaald, elk probleem voor de planning van de modules, de afwezigheid zonder reden van de werknemer aan die modules;

3° wat betreft de werkgever :

a) deelnemen aan de acties voor inschakeling, begeleiding en het zoeken naar een betrekking bepaald in het doorstromingsprogramma;

b) FOREm inlichten over elk probleem dat zou kunnen ontstaan en waarvoor er geen voldoening schenkende oplossing gevonden zou kunnen worden wat betreft de deelname aan de opleidings- en inschakelingsmodules van het doorstromingsprogramma.

Onder acties voor inschakeling, zoals vermeld in lid 2, 1°, van dit artikel wordt minstens verstaan :

1° de opleiding om de toegang van de in het kader van dit besluit werkzame werknemer tot het arbeidscircuit te vergemakkelijken;

2° de kwalificerende opleiding aansluitend op de arbeidsovereenkomst, met als doelstelling het tot stand brengen van de overdraagbare vaardigheden die te gelde gemaakt kunnen worden bij het vinden van een duurzame betrekking.

De opleiding in de onderneming waar de werknemer aangeworven is, mag 50 % van jaarlijkse uitgetrokken tijd voor de acties voor inschakeling, begeleiding en hulp bij het zoeken naar een betrekking niet overschrijden.

Alle inschakelingsacties, met inbegrip van acties inzake opleiding, begeleiding en het zoeken naar een betrekking, die door FOREm voorgesteld kunnen worden, dienen kosteloos door de werknemer gebruikt te kunnen worden. »

Art. 8. Artikel 9 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De acties zoals ze omschreven zijn in het doorstromingsprogramma moeten in principe tijdens de werkuren plaatsvinden.

Indien die acties evenwel niet tijdens de werkuren plaatsvinden, dienen de gepresteerde uren dienovereenkomstig gecupereerd te worden door de werknemer.

De tijd die voor die acties uitgetrokken wordt tijdens het eerste jaar waarin de werknemer werkzaam is, bedraagt minstens 30 dagen bij een voltijdse betrekking. Die tijd bedraagt voor de werknemer gemiddeld op jaarbasis minstens 30 werkdagen en hoogstens 45 werkdagen bij een voltijdse betrekking. Als de werknemer deeltijds werkzaam is, staat de uitgetrokken tijd in verhouding tot het aantal uren waarin de arbeidsovereenkomst voorziet.

De werkgevers dienen de uurregeling van de bij hen werkzame werknemers aan te passen voor een goede uitvoering van die acties. »

Art. 9. Artikel 11 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De reiskosten die de werknemer maakt om een opleiding te volgen op een andere plaats dan die waar hij werkt, worden door FOREm terugbetaald op de wijze bepaald in het doorstromingsprogramma. »

Art. 10. Artikel 12 van het besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Overeenkomstig artikel 14 van het decreet zorgt FOREm voor de goede uitvoering van de acties bepaald in elk doorstromingsprogramma.

FOREm stelt een jaarlijks evaluatieverslag op in verband met de uitvoering van die doorstromingsprogramma's en bezorgt het samenvattend verslag aan de administratie, aan de adviescommissie en aan de Minister.

§ 2. Voor het einde van de maand september volgend op het evaluatiejaar bezorgt de administratie een jaarlijks evaluatieverslag over de uitvoering van het decreet op kwantitatief en kwalitatief vlak aan de adviescommissie. De commissie brengt daarna advies uit over dit verslag en deelt het uiterlijk 31 oktober mede aan de Minister die het ter goedkeuring voorlegt aan de Regering binnen één maand na ontvangst ervan.

De kwantitatieve evaluatie heeft minstens betrekking op :

1° het aantal betrekkingen en hun verdeling per ministeriële bevoegdheid, per paritaire commissie en per paritaire ondercommissie;

2° het aantal voltijds equivalenten en hun verdeling per ministeriële bevoegdheid, per paritaire commissie en per paritaire ondercommissie;

3° het aantal tewerkgestelde werknemers en hun verdeling in functie van de soort, de leeftijd en het kwalificatieniveau;

4° het aantal duurzame en kwaliteitsvolle inschakelingen in de zin van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, na een tewerkstelling en een opleiding in het kader van deze regeling;

5° het aantal werknemers die bij de onderneming zijn gebleven met een arbeidsovereenkomst als de arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van deze regeling afliep.

De evaluatie betreft de kwaliteit van het doorstromingsprogramma op het vlak meer bepaald van :

1° de impact ervan op de inschakeling in het arbeidscircuit van mensen die er zijn tewerkgesteld rekening houdend met de tewerkstelling en de begeleiding, alsmede met in voorkomend geval de activiteiten in verband met het actief zoeken naar een betrekking;

2° de impact ervan op de globale tewerkstelling in de betrokken activiteitensectoren;

3° de impact ervan op de voldoening van de betrokken collectieve behoeften;

4° de tevredenheid van de werkgevers, de werknemers en degenen voor wie de activiteiten worden verricht. »

Art. 11. Er wordt een artikel 12*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12*bis*. § 1. Vóór het einde van het jaar voorafgaand aan het referentiejaar en uiterlijk voor de uitwerking van de oorspronkelijke begroting stemt de Regering in met het toekennen van betrekkingen rekening houdend met de prioritaire sociale behoeften en de bevoegdheden van elke vakminister.

§ 2. Elke Minister van de Regering trekt in een specifieke basisallocatie het bedrag uit dat overeenstemt met de financiering van zijn aandeel.

§ 3. Uiterlijk 31 maart van het referentiejaar voorziet elke Minister van de Regering FOREm tegen vijfenzeventig percent van zijn kredieten van een bedrag als medefinanciering met de Minister.

Het saldo wordt op het einde van het boekjaar en uiterlijk 31 maart van het volgende jaar uitbetaald door elke Minister van de Regering in verhouding tot de werkelijke uitgaven en op grond van de schuldvorderingen en bewijsstukken die FOREm vooraf heeft bezorgd.

§ 4. Worden bovenvermelde termijnen door een Minister van de Regering overschreden bezorgt FOREm een herinnering binnen drie werkdagen en licht het de Minister behoorlijk in.

Blijven maatregelen van de betrokken Minister voor een spoedige regularisatie van de toestand uit, wordt de zaak door de Regering behandeld op diens eerstvolgende vergadering. Een halfmaandelijke herinnering wordt eveneens door FOREm aan de betrokken Minister gericht.

Art. 12. Er wordt een artikel 12*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12*ter*. § 1. De onverschuldigd gestorte tegemoetkoming wordt bij alle rechtsmiddelen door FOREm verhaald, en meer bepaald door ze in te houden van de nog te storten tegemoetkomingsbedragen.

§ 2. Elke werkgever die in het kader van het decreet en van dit besluit een schuld heeft tegenover de « FOREm », kan een aanzuiveringsplan met deze laatste overeenkomen voorzover de duur van dat plan niet hoger is dan vierentwintig maanden.

De Minister is alleen bevoegd om een aanzuiveringsplan met een duur van meer dan vierentwintig maanden te sluiten.

De werkgever die een aanzuiveringsplan wil krijgen, richt een aanvraag aan FOREm, hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door FOREm wordt bepaald.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van hoogstens vierentwintig maanden betreft, deelt de FOREm binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zijn beslissing aan de werkgever en, ter informatie, aan de Minister mede.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van meer dan vierentwintig maanden betreft, maakt FOREm binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag een met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister over, die binnen twintig dagen beslist.

De Minister maakt daarna de beslissing aan FOREm over die er binnen tien dagen per post kennis van geeft aan de werkgever.

Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in een aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel. ».

Art. 13. Er wordt een artikel 12*quater* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12*quater*. De in dit besluit bedoelde termijnen zijn volle dagen. De dag van de akte die het uitgangspunt van de termijn is, is niet inbegrepen. De vervaldag is in deze termijn inbegrepen. Wanneer deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijk verlofdag is, wordt de vervaldatum uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

In afwijking van het beginsel verwoord in vorig lid worden de termijnen bepaald in artikel 3 opgeschort tijdens de maanden juli en augustus. »

Art. 14. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 september 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT